

A.P.L. INFORMATIONS

NANTES LOIRE. OCEAN

bulletin régional hebdomadaire de l'Agence Presse Libération

A.P.L. 14, rue de Bretagne
75003 PARIS
Dir. : Maurice CLAVEL

Bureau Régional :
Librairie 71 : 29, rue J. Jaurès
44000 NANTES

If
Abonnement 12 Nos :
10 F minimum

La reproduction et l'utilisation des informations de l'Agence sont entièrement libres

APL Nantes
Périodique
CCCAP 54701

Imp. Spé. APL

n° 89

SOMMAIRE

- page 1: Calendrier
- page 2: Tréfinétaux
- page 3: Légumes chers
- page 4: Opération Radis
- page 5: Radis (fin) - Erdre
- page 6: Erdre (fin) - Lycéens
- page 7: Lycéens (fin) - Saint Nazaire
- page 8: Saint Nazaire (fin) - Record nord
- page 9: Record
- page 10: Record (fin) - "
- page 11: "ils ne nous feront pas taire" ()
- page 12: "ils ne nous feront pas taire" (fin)
- page 13: militaires
- page 14: militaires (fin) - en bref lycées - en bref cinéma
- page 15: Recenseurs
- page 16 et 17: Laving Glaces

APL Nantes
Périodique
Imp. spé. APL
CCCAP 54701

PENSEZ-Y : TELEPHONE N° 73-82-48

C A L E N D R I E R

Jeudi 20 Fac. de Droit ; Centre de recherche politique
Film "La soudaine richesse des pauvres gens de Kombach"
de Schlondorff; à 14 heures, Amphi C, gratuit.

Vendredi 21 à 20 heures 30 au centre social du bout des Pavés
Film "Avoir 20 ans dans les Aurès" cf. article page 14

Samedi 22 mars 14 heures

ASSEMBLEE GENERALE DE L'A.P.L. avec tous les lecteurs
à la fraternité protestante, 3 rue amiral Duchaffault

Mercredi 26 mars 20 H 15

Réunion débat sur la distribution de radis
Centre Jean Macé Près du monument aux morts
88 rue du préfet Bonnefoy

Jeudi 27 mars

Soirée chansons-information
Salle des fêtes de Mazy (La Baule),
Avec ARBATZ-SERVAT- GWELTAZ-TRI YANN-YANN BER-
Comité d'action de Guérande

P.S. JEUDI 20 MARS: FILM "NAISSANCE" de Leboyer.

Sur la naissance sans violence. Discussion avec un praticien.
MJC Saint Herblain, avenue Alain Gerbaud, La bouvarderie.

Larzac Suite à la manifestation du 19 mars et à la destruction
provocatrice de la plaque commémorative, nous publieront un texte
la semaine prochaine .

Nous nous excusons auprès de certains abonnés qui ont reçu
une feuille de réabonnement inopportune

TREFI - METAUX EN LUTTE

Rien ne va plus depuis 3 semaines à TREFI METAUX, presque chaque jour les ouvriers débrayent.

Ils réclament : 10 % d'augmentation pour tous avec un plancher de 94 centimes. (ce plancher donne une augmentation uniforme pour les manoeuvres les OS1, les OS2, soit pour plus de 300 ouvriers sur 500).

Pour l'instant, le patron ne veut lâcher que 5,2 %.

Les débrayages sont courts et nombreux :

3 fois $\frac{1}{2}$ heure ou 2 fois $\frac{3}{4}$ d'heure selon les jours, cela à plusieurs avantages :

- d'abord on ne bosse jamais plus de 2 heures de suite
- ensuite, ça freine beaucoup la production car à chaque fois il faut prendre le temps de remettre les machines en route, etc...
- ça permet aux équipes d'avoir des débrayages au même moment.

Mais ça n'est pas la seule forme d'action :

- Vendredi 7 Mars : défilé d'une heure et demi dans l'usine, en chantant et en criant. Beaucoup n'avaient jamais vu les autres ateliers.
- Mercredi 12 Mars : le patron reçoit un associé des USA pour "visite" l'usine (et qui en plus avait un contrat d'un milliard en poche)... Malgré l'appel au calme du patron, l'équipe de l'après-midi a maintenu son débrayage et est allée à la rencontre des "visiteurs". Le patron regardait le plafond...
- Jeudi 13 Mars : jour de marché à COUERON. 400 ouvriers défilent en bleu dans la ville, avec plus de 80 panneaux et banderolles confectionnés dans les ateliers le mercredi. Les mots d'ordre sont sur les revendications et contre GISCARD. En passant devant le GES-CET de COUERON, en grève contre la réforme HABY, la manif crie : lycéens, ouvriers, solidarité".

A cette manif, le mythe de TREFI-METAUX "l'usine qui ne bouge pas" est fini.

LES LEGUMES SONT CHERS !

Actuellement

- * Une botte de radis payée 0,60 F au producteur est vendue au détail 1,40 F à 1,70 F.
- * Un Kg de poireau payé 0,50 F au producteur : à ce prix, il le détruit car son travail n'est pas payé.
- * En janvier-février, la mâche était payée environ 1F/Kg au producteur et revendue de 5 à 10 F le Kg.

LES EXEMPLES SONT SEMBLABLES pour le poisson, les produits laitiers, la viande, le vin... Dans tous ces cas, LE TRAVAIL DU PRODUCTEUR EST EXPLOITE ET LES TRAVAILLEURS CONSOMMATEURS VOLES.

Or, par un isolement qu'entretient le Pouvoir représenté autant par les mandataires, négociants, conserveries, grandes surfaces ... que par l'Etat, on fait croire aux consommateurs que ce sont les petits et moyens paysans " les fauteurs de vie chère" !

Pourquoi une vente directe

DE RADIS DANS LES QUARTIERS POPULAIRES ?

Il ne s'agit pas d'une vente promotionnelle, pas plus que l'idée d'un producteur pour écouler ses produits à quelques consommateurs. Cette vente directe n'est pas l'initiative d'agriculteurs en quête de profits s'adressant à de riches consommateurs. S'il existe de grosses entreprises agricoles avec à leur tête un patron, pour nous PAYSANS TRAVAILLEURS, nos patrons ce sont les mandataires, conserveries, trusts du manhinisme et des engrais, banques, grandes surfaces, autrement dit : le CAPITAL.

Pour nous, tout comme il n'existe pas qu'une seule catégorie d'agriculteurs, il n'existe pas qu'une seule catégorie de consommateurs. Notre combat est celui des travailleurs exploités. Dans cette action, c'est UNE CLASSE DE PAYSANS QUI S'ADRESSE A UNE CLASSE DE CONSOMMATEURS.

Une brèche

Cette culture de radis a été faite collectivement avec la participation de paysans et d'autres travailleurs non-agricoles. C'est une autre manière de travailler, de se rencontrer, de discuter de nos problèmes; ainsi ouvrir une petite brèche dans notre manière de vivre souvent isolée et individualiste.

Les barrières mises par les capitalistes entre les travailleurs de la terre et ceux de la ville n'ont qu'un seul but : nous voler chacun de notre côté.

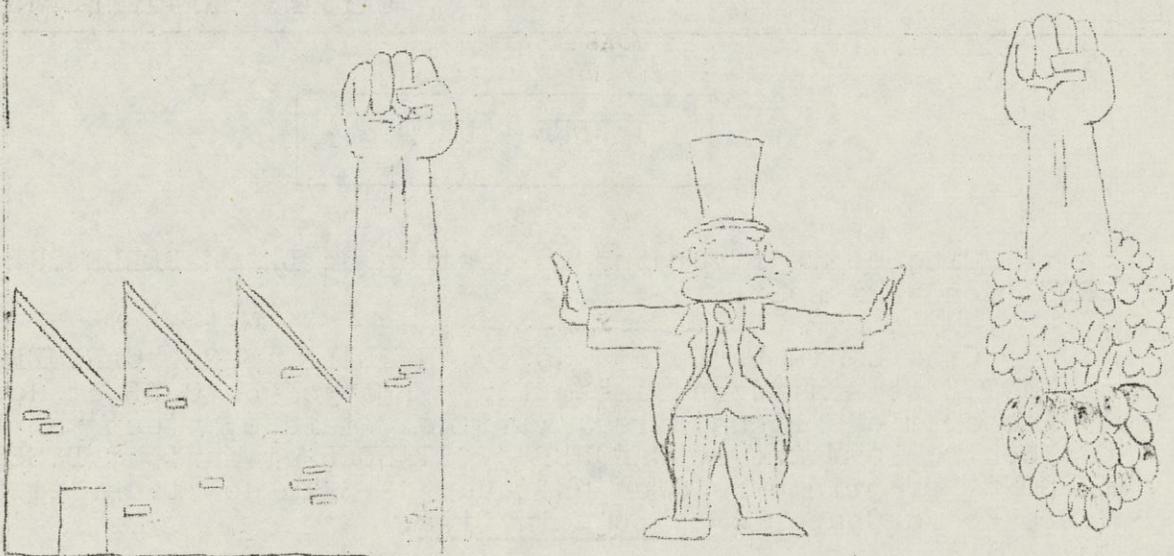
OUVRIERS, PAYSANS, attaquons-nous ensemble aux profits des capitalistes, vrais "fauteurs de vie chère" !

Des producteurs de légumes
PAYSANS TRAVAILLEURS

OPERATION RADIS ...

Voilà quelques semaines nous étions une dizaine à semer 7 ares de radis. Le vendredi après-midi et le samedi 15 mars quelques 20 à 30 pour l'arrachage des 3 000 bottes. Brassage intéressant pour chacun.

La vente s'est faite sur 6 quartiers du samedi au lundi : Sillon de Bretagne - Plaisance - Sainte Luce - Malakoff - Bellevue, après information des différents comités ou associations.



Dans cette action notre revendication est autant idéologique qu'économique.

- Expliciter et dénoncer l'exploitation économique des travailleurs de la terre et des consommateurs populaires par les intermédiaires de l'Etat.
- Exploitation économique qui ne peut exister que par des divisions, par une ignorance réciproque.

Pour nous, cette action est à situer parallèlement aux manifestations style défilé ou meeting. En priorité le bilan premier à tirer devant être celui des conditions de l'élargissement de l'Unité Populaire.

REUNION RADIS PAYSANS Pour venir discuter des problèmes que suscitent nos différents types d'action.

Centre Jean Macé 20 h 15

Mercredi 26 MARS

(Le centre est près du monument aux morts, 88 rue du Prefet Bonefoy)

Il y aurait déjà un tas d'éléments à discuter tant dans chaque quartier, qu'inter quartiers que de notre côté.

Nous proposons une rencontre entre un maximum de gens contactés tant par la récolte que par la vente sur les 6 quartiers et les Paysans-Travailleurs. A chacun de dresser un bilan de cette action et à rechercher sur quelles pistes nous pourrions poursuivre ce type de travail.

DES PRODUCTEURS DE LEGUMES
PAYSANS TRAVAILLEURS

L'ERDRE POUR TOUS

Cinq cents riverains au meeting de LA CHAPELLE SUR ERDRE vendredi soir.

Cinq cents habitants de la CHAPELLE, SUCE, CARQUEFOU et NANTES se sont donc rassemblés à l'appel de CABE et des 15 Associations signataires. Kirjuhél, malade, n'est pas là ; par contre le Maire de CARQUEFOU, STALDER et surtout DESES-MAISONS, propriétaire d'un château, de 3 km de rives, et Maire de la Chapelle se sont invités.

Après l'évocation de l'explosion de l'Ile Saint-Denis la présentation d'un montage diapo, c'est la présentation de la brochure du CABE. Elle prouve entre autre, que la clôture par les riverains des principaux accès à l'ERDRE date de 1943. En 1953, encore, un arrêté du Conseil d'Etat et même une lettre du Ministre des Transports confirment le Bien fondé de la revendication d'accès public à l'ERDRE

L'action rebondit donc doublement : après l'explosion de l'Ile Saint-Denis, grand embarras des autorités, et réunion du syndicat intercommunal des rives de l'ERDRE, créé en 1973 ; Ce syndicat, qui ne s'était réuni qu'une fois depuis sa création vient de se réunir pour la deuxième fois et propose de nouveaux aménagements. STALDER et DESESMAISONS, les deux Maires qui font partie du Syndicat Intercommunal "regrettent" la vente de l'Ile Saint-Denis à un particulier. C'est un premier point.

Deuxième point : l'action pour l'accès de l'ERDRE désormais une base juridique très solide pour seconde mobilisation directe.

Prochaine manif. : le 27 Avril.

Pour se procurer la brochure : 15,00 F - Librairie 71
29, rue Jean Jaurès - NANTES.

P.S. ERDRE - Les gendarmes de LA CHAPELLE ont cru nécessaire, pendant que se déroulait la réunion de mettre des convocations sur de nombreuses voitures, et d'arracher les papillons : "L'erdre pour tous".

Le Maire, interpellé là-dessus dit qu'il n'y est pour rien. Ca c'est terminé par un petit feu de joie, la papperasse policière, ça brule bien, merci.

LA LUTTE CONTRE LA REFORME HABY CONTINUE !

50 000 lycéens et collégiens dans les rues de PARIS,
plus de 5 000 à NANTES.

Des manifestations massives dans toute la FRANCE.
Des mouvements de grève très suivis, des occupations de lycées lock-outés.

Voilà le bilan de la mobilisation dans les lycées et CET contre la réforme HABY. Sur NANTES le mouvement a touché une vingtaine d'Etablissements publics ou privés. Même les Etablissements habituellement en dehors de la lutte active ont participé à la lutte comme de CET Eugène Leroux, le Sacré Coeur, le Locquidy et la Joliverie.

Quelques lycées ont mené une grève plus prolongée à Albert Camus les lycéens et les collégiens manifestent à SAINT-HERBLAIN en distribuant des tracts à la population en faisant une prise de paroles au marché.

A REZE et aux BOURDONNIERES manifestation sur le quartier avec tracts et discussion avec les habitants. Deux manifestations ont eu lieu dans les rues de NANTES le Mardi 11 et le Jeudi 13 Mars.

Les manifestants ont montré leur détermination à se battre contre les projets du pouvoir à l'école. Nous luttons contre le renforcement de la sélection sociale,

- contre la normalisation que cette réforme veut imposer en éliminant la politique, et la lutte dans l'école
- contre le mythe de la participation qui vise en fait à mieux intégrer les élèves aux rouages de l'école bourgeoise.

Ce mouvement sera une lutte de longue haleine car le projet sera présenté (sans doute) à la session d'avril.

Le gouvernement laisse même planer un doute sur la date de présentation à l'Assemblée, et laisse croire qu'il sera présenté en fin de compte en Septembre. Mardi 18 Mars se déroulera une nouvelle manifestation qui devra être le point de départ de la mobilisation qui suivra les vacances.

Mardi 18 Mars, journée nationale d'action sera marquée sur NANTES par des mouvements de grève dans les CET et lycées de NANTES.

CET. LYCEENS EN LUTTE A ST-NAZAIRE

Lundi 10 Mars : les lycéens et les élèves des CET de St-NAZAIRE ont déclenché la grève. Les uns plus spécifiquement sur la loi Haby, les autres plus nettement sur les problèmes de débouchés et d'emploi à la sortie des CET.

Ils ont organisé des commissions sur les problèmes de l'école et une A.G. où la question de la conjonction lycéens - CET était au centre du débat : les CET ne voulant plus comme les années précédentes être un appoint au mouvement lycéen, mais apparaître comme jeunes futurs chômeurs.

La grève a été reconduite, Mardi 11 à l'initiative des 3 CET. Des lycéens s'y sont associés (ceux des cycles Technique et Economique). L'après-midi une manifestation de 1 500 élèves, dont la plupart étaient en bleu de chauffe ont distribué un tract qui restituait le problème de l'emploi à SAINT-NAZAIRE et posait la question de leur avenir (s'ajouteront-ils aux 4 400 chômeurs St-Nazairiens ?)

Ils réclamaient :

- l'allocation chômage pour les jeunes sans emploi
- la reconnaissance du BEP dans les conventions collectives
- le droit au travail.

Accompagnés de représentants des UL CGT et CFDT ils ont demandé audience au sous préfet qui n'a pas voulu les recevoir, puis au directeur de l'A.N.P.E. qui les a reçus.

Mercredi 12, les cours ont repris à 8 heures, et les élèves des CET ont débrayé à 10 heures pour préparer la journée nationale des lycéens du Jeudi 13, et pour envisager une participation active au meeting inter professionnel du 18 Mars.

COMPTE RENDU DE LA LUTTE A RECORD-NORD

Le 1er Janvier 1975 la famille DECRE abandonnait RECORD aux Docks de FRANCE (SUMA-MAMMOUTH). Nouvelle direction, nouvelle politique : fermeture du Dimanche, ouverture du Lundi, deux nocturnes supplémentaires Lundi et Samedi jusqu'à 21 h. Sur la semaine le magasin est maintenant ouvert 73 heures au lieu de 66 h sans augmentation d'effectifs. Les employés font toujours 40 h mais ont plus de travail dans le même temps puisqu'elles sont moins nombreuses pour l'accomplir.

Ces modifications d'horaire ont entraîné une riposte immédiate du personnel : la section CFDT appelle à refuser le travail le Samedi soir de 20 h à 21 h et propose :

- une grève de tout le personnel le Vendredi matin le 28 février pour montrer l'unité et la détermination de tout le personnel
- le samedi soir refus de travailler de 20 h à 21 h
- de prendre contact avec les ASF et les Comités d'Action du Sillon et d'Orvault (C.A.) pour que s'exprime la solidarité clients employés.

LA LUTTE

- La grève du Vendredi matin

A part le personnel de bureau et l'alimentation tous les employés ont fait grève (caissières, vendeuses, réserves) malgré la distribution d'un tract par le patron. Cette grève a été un succès et a montré l'unité du personnel puisque seulement la moitié des grévistes était concernée

par la fermeture à 21 h du samedi soir.

Pendant la matinée, les grévistes ont distribué un tract aux clients, expliquant leur lutte, et qui a reçu un accueil très favorable.

- La réaction de la direction : intransigeance et menaces

Les cadres se sont répandus dans le magasin menaçant individuellement les employés de bouleverser tous les horaires.

A la réunion du CE du Vendredi AM le directeur a menacé de vider toutes les auxiliaires qui feraient grève.

- Samedi 1er Mars : grève de 20 h à 21 h

Toutes les caissières et la plupart des vendeuses des points de vente ont cessé le travail à 20 h malgré les menaces des cadres qui étaient à côté de chaque caissière. Pendant ce temps les militants des ASF et des Comités d'Action distribuaient un tract de la CFDT s'adressant aux clients et discutant avec eux.

- La direction

continue à affirmer son intransigeance et accentue ses mesures d'intimidation en envoyant une lettre recommandée avec A.R. à chaque gréviste les accusant de "faute professionnelle pour avoir abandonné leur poste pendant les heures de travail".

- Loin d'intimider les employés cette lettre véritable atteinte au droit de grève suscite la colère dans le magasin. Les lettres sont rassemblées et montées à la direction par les filles concernées et plusieurs déléguées. Après une brève discussion toutes les lettres ont été déchirées sous le nez du patron. Par ailleurs, l'Inspection du Travail a été saisie pour l'ensemble des actes illégaux du patron.

A la suite de cette action le personnel est décidé plus que jamais à poursuivre l'action.

- le vendredi 7 mars la direction commence à reculer elle propose l'embauche de personnel supplémentaire (auxiliaire) pour qu'aucune titulaire ne passe la nocturne du samedi soir.

C'est une proposition habile :

- les titulaires ne sont plus concernées par la revendication

- l'embauche de personnel à mi-temps permet d'alléger le travail

- dans une période de chômage cela a beaucoup d'effet sur le personnel

- les auxiliaires souvent étudiantes, ne sont pas hostiles aux horaires en dehors des cours à la fac.

- La mobilisation faiblit et la section CFDT choisit de suspendre le mouvement le lendemain samedi en réclamant l'ouverture de négociations officielles pour discuter du nombre de filles à embaucher.

- Pendant les négociations le directeur essaye de revenir en arrière en expliquant qu'il n'avait jamais dit qu'aucune titulaire ne ferait de nocturne etc... et propose d'embaucher de moins en moins de personnel.

- Aussi le personnel a décidé de reprendre le mouvement en faisant grève le samedi 15 mars avec la solidarité des ASF et des CA et ce chaque samedi jusqu'à ce que le personnel supplémentaire soit embauché.

Cette grève a été totale de la part des caissières titulaires mais à cause des manoeuvres patronales n'a pas été suivie par les auxiliaires. Par contre la présence des ASF et des CA a permis l'expression d'un véritable soutien populaire puisque la plupart des clients entre 20 h et 21 h ont accepté de ne pas entrer dans le magasin qui est devenu pratiquement désert à 20 h.

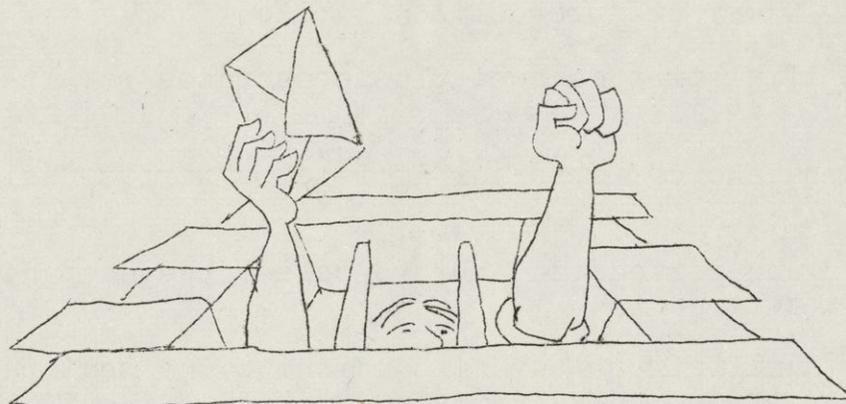
Cette lutte met à l'ordre du jour trois problèmes essentiels pour les travailleurs de grands magasins :

- la nécessité de lutter contre l'auxiliarat, moyen d'exploitation supplémentaire et source de division dans le personnel,

- la nécessité d'étendre la lutte contre les nocturnes à l'ensemble des grands magasins de NANTES et probablement plus largement,

- l'importance du soutien populaire qui accroît la volonté de lutte des employés et est partie prenante du rapport de force face aux patrons.

Texte réalisé à partir d'un
interview d'une déléguée
CFDT RECORD



ILS NE NOUS FERONS PAS TAIRE ...

Pour un petit vol dans un supermarché, qu'il a reconnu, MARCO animateur du COMITE D'ACTION DES PRISONNIERS (CAP NANTES), est toujours incarcéré à la Maison d'Arrêt de Nantes.

Depuis plus d'un mois, Mme CADENAS juge d'instruction au sinistre patronyme, lui refuse la mise en liberté provisoire (signalons au passage que Mme CADENAS s'occupe aussi des Bords de l'Erdre).

MARCO travaille depuis 15 ans sur le port de NANTES. La famille compte 6 enfants. Son inculpation est mineure : c'est seulement son passé en "Centrale" qui sert de prétexte à l'attitude infecte de Mme CADENAS.

C'est son passé, et peut-être son attitude générale, et celle d'une "tribu" qui refuse par tradition familiale de plier devant l'injustice établie, la routine, la bêtise.

Cette attitude de révolte conduit aujourd'hui SAMSON, fils aîné de MARCO et de "TOUTOU" en prison à son tour. SAMSON est accusé d'avoir tenté d'incendier une porte de la Maison des Jeunes des Dervallières avec deux autres camarades à la suite, semble-t-il d'un désaccord avec certains responsables des lieux. SAMSON, qui a 18 ans a été mis aux "mineurs" par l'Administration pour rester séparé de son père.

En attendant leurs procès, il faudrait quand même qu'une solidarité financière se manifeste. C'est bien de "comprendre" leurs problèmes et leurs luttes. C'est mieux encore si ça se traduit dans les faits. TOUTOU DALIDA, SARAH, PARIS, ULYSSE et PENELOPE, l'amie et les enfants de MARC n'ont actuellement pour tenir que les allocations familiales. Vous pouvez :

- écrire à Marc GERIN (et à SAMSON), Maison d'Arrêt - NANTES
- aller rendre visite à la famille et leur remonter le moral en passant le soir à la Mocquelière (ST-HERBLAIN) derrière l'EUROMARCHE.
- envoyer l'argent à Jean-Paul CRUSE - 1, rue du Cormier - 44100 NANTES

P.S. Joël LANDRIEAU (Jojo l'embrouille) sympathisant du CAP NANTES condamné

récemment à 2 ans ferme pour avoir rectifié le nez de flic, et transféré par mesure disciplinaire (à la suite d'une pétition réclamant du travail) à la prison d'ANGERS est maintenant à la prison ST-MICHEL de TOULOUSE, il demande une correspondance. Ecrivez-lui soyez sympa.

C.A.P. NANTES

HOTEL DES COURANTS D'AIR Le 14.2.75

Ca fait 8 jours aujourd'hui que des bons amis venaient me chercher de très bonne heure le matin et me menaient en voiture pour m'éviter des frais jusqu'à l'Hôtel des Courants d'Air trois étoiles. Il parait que je voulais filer un chèque en bois à la maison chmilblik Record de mes deux.

Je voudrais que tu passes un article assez salé sur ces vautours qui nous pompent tout notre pauvre pognon avec leurs gadgets pourris. TOUTOU * te filera un petit topo. T'a vu pour Joël les e..... tu peux être fier d'avoir un ami comme Joël. Je ne crois pas qu'il l'on gardé ici je ne l'ai pas vu. Essaie de faire quelque chose aussi pour lui, par exemple l'inutilité de la tôle, même le côté néfaste. Fais-le savoir à tous les copains. Ici les copains sont chouettes mais pas politisés du tout.

Je fais travail de titan de ce côté j'ai entendu que les gars du GARI ont obtenu le régime politique. Il faudrait faire un travail dans cette direction, mais pour tous les mecs normaux... pas juifs pas bougnouls, je crois que je déconne à plein tube.

MARC

\$ sa femme

Après la déculottée de GRAGUIGNAN, la répression de Bigeard devient plus systématique tout en empruntant des voies plus classiques : fini les grands procès mais multiplication des passages au Tribunal militaire, des arrêts de rigueur, des mutations...

Cette politique vise à étouffer les luttes des soldats, les luttes contre l'armée vise à empêcher que la vérité éclate au grand jour ;

- Jean BRETONNIERE, insoumis est maintenant convoqué devant le Tribunal militaire de REIMS, après avoir été réformé à la suite d'une grève de la faim de 15 jours - Didier FOUCHER, insoumis incarcéré à FRESNES depuis 6 mois est passé devant le TPFA de PARIS : 1 an dont 7 avec sursis.
- A PAU des paras du 1er RCP constituent un comité de soldats et distribuent deux tracts dans lesquels ils dénoncent l'absence de permissions, l'atmosphère qui règne dans le régiment le non respect des conditions de sécurité.

Aussitôt la Sécurité Militaire investit le régiment et réprime Lons Marie Clenet est muté (militant CFDT originaire de Nantes) au 26ème RPIMA de Mont de Marsan (ancienne coloniale).

Un comité de soutien aux luttes des soldats s'est créé à PAU engageant une vaste campagne de popularisation des revendications des soldats du 1er RCP. Cela n'est peu du goût des crevures qui ont organisé une "descente" à la fac (ou devait se tenir la réunion du comité de soutien) à plusieurs dizaines, armés de matraques avec la présence de la Sécurité Militaire.

- A VERDUN les appelés manifestent dans la rue à la suite de la mort d'un de leur camarades pendant les manoeuvres au camp de SISSONES : Serge Camier 20 ans, a été écrasé par un char. Il n'avait pas dormi de la nuit, il n'avait jamais reçu aucune instruction pour ce genre d'exercices". La hiérarchie militaire a consigné tous les manifestants et a désigné plusieurs "meneurs" qui sont aujourd'hui au trou, au secret.
- Nous dénonçons tous les cas de répression contre les soldats et les antimilitaristes, nous exigeons la suppression des tribunaux militaires, tribunaux d'exception.
- Nous soutenons toutes les revendications des soldats
- Il nous faut développer un large mouvement de soutien civil. Il faut que les soldats sachent qu'ils ne sont pas isolés dans leurs cabernes.

• Nous demandons la constitution d'une commission d'enquête civile sur la mort de Serge Camier comme l'ont demandé les soldats de VERDUN.

Comité Anti Militariste (CAM) - Comité de Défense des Appelés (CDA) - Comité de Soutien aux Objecteurs de Conscience (CSOC) - Comité de Lutte des Objecteurs (CLO) - Groupe Insoumission Totale (GIT) - Ecole Emancipée - SGEN - CFDT
Comité de Défense des Libertés démocratiques (?) -
L C R - O C R .

EN BREF - LYCEES. (jeudi 13 mars)

Les lycéens et élèves du C.E.T. des Bourdonnières ont distribué des tracts devant le Casino sur l'île Beaulieu. Ils se sont fait expulser par les gardiens qui trouvaient qu'ils n'allaient pas assez vite, les ont évacués par la force. Un des gardiens, d'un coup de poing a blessé avec sa bague un lycéen à la lèvre : il a eu plusieurs points de suture.

EN BREF - LYCEES. (mardi 18 mars)

5000 lycéens et collégiens dispersés à la grenade lacrymogène un jeune était blessé à la tempe par une grenade, plusieurs points de sutures furent nécessaires. Notons une protestation du SGPEN.CGT. du Rectorat .

EN BREF - CINEMA

Pour aller au cinéma pas cher une bonne adresse (il passe environ 2 films par mois)

VEND. 21 à 20H30

CENTRE SOCIAL DU BOUT DES PAVES

"Avoir 20 ans dans les Aurès" film de René Vautier

Pendant la guerre d'Algérie de jeunes appelés refusent de jouer le jeu.

Après le film débat avec le CAM et le CSOC . Entrée 2 f.

Nous, recenseurs, nous sommes rendus à la mairie ce jour lundi 17 à 15h. pour une concertation alléguée de tout protocole avec notre benevole adjoint au maire Mr. Nondin. Celui-ci, ayant refusé de prendre nos revendications au serieux, nous decidâmes de prendre quelques kilos de serieux à la caserne Cambronne. en clair, les recenseurs en colere possèdent à l'heure actuelle la majeure partie des feuilles de recensement sur Nantes (ce tresor etant bien entendu caché à l'archevêché).

Nous rappellons pour les lecteurs absents samedi dernier que nos programmateurs ont évalué notre salaire horaire (fonction du prix de la feuille, de la distance à parcourir, du nombre de visites necessaires pour un habitant) à l'equivalent de celui d'un rempailleur de chaises à la santé. Suite à quoi, sans pour autant nous desolidariser de nos camarades de la santé, nous demandons une réévaluation desdits salaires (1,5 F. par B.I.; 0,75 pour B.M. et F.L.; 50f. de prime de transport, paiement des 8 heures d'instruction, paiement plus rapide avec possibilité d'acompte...). Les recenseurs acceptent toute discussion sur ces bases, condition sine-qua-non de la restitution des feuilles.

Nous invitons la population à soutenir nos revendications, au cours d'une nouvelle réunion publique qui se tiendra à la mairie le vend.

21 mars à 16h.

ITE MISSA EST

RECENSEUR (SUITE)

L'action a été faite par une minorité d'agent-recenseurs, mais par une centaine d'entre eux;

Les tarifs des familles varient selon les mairies. A Nantes les tarifs sont les plus bas de la région, plus qu'à Orvault, St Herblain, La Baule.

Plainte a été portée par le substitut, cela nous parait injustifiée, nous n'avons fait que récupérer le fruit d'un travail non encore payé et donc encore sous notre responsabilité. Ce que nos employeurs qualifient de vol est en fait le seul moyen de pression pour faire face à nos employeurs. Nous demandons une reprise des discussions sur la base de l'abandon des total des poursuites et des plaintes engagées.



LAVING - GLACES,

« **TU** NE NOUS SUCERAS
PAS JUSQU'À LA MOËLLE »

SYNDICAT COMMERCE & SERVICES

La Direction de la Société LAVING GLACES à NANTES, tente actuellement de supprimer le travail horaire pour le remplacer par le travail dit "à la tâche".

Chez LAVING GLACES, le nettoyeur de vitres, à l'embauche, n'est pas un smicard, puisqu'il est payé, sans scrupules, à 6,96 F de l'heure, (SMIC : 6,95), aujourd'hui.

POURQUOI, ce projet de changement de la politique de la rémunération du nettoyeur de vitres ?

LA DIRECTION FAIT L'ELOGE DU TRAVAIL A LA TACHE :

- Le travailleur sera plus libre dans son travail, il l'organisera et sera responsable de sa tournée,
- Il aura un contact permanent avec ses clients,
- Il gagnera plus d'argent, s'il travaille, bien entendu,
- Il perdra moins de temps, s'il trouve de nouveaux clients, il établira lui-même les devis.

En somme, - Il sera son patron.

Apparemment, le travail à la tâche est un fruit fort tentant. Cependant, en réfléchissant un peu, on s'aperçoit que toute l'argumentation de la Direction est une grande fumisterie. Et l'on se demande même si le patron ne se fout pas de notre gueule ?

Monsieur le Directeur, nous savons pertinemment que vous ne partagerez pas votre fric avec les nettoyeurs de vitres. Au contraire, avec l'application du travail à la tâche, vous pourrez même vous acheter une deuxième MERCEDES et partir en vacances.

.../...

LE TRAVAIL A LA TACHE EST BASE SUR LE SYSTEME SUIVANT :

- PLUS LE NETTOYEUR NETTOIE ET SE CRÈVE

ET

PLUS LE PATRON ET SES VALETS GAGNENT DU FRIC
ET SE REPOSENT.

Sur tous les points, la Direction LAVING GLACES y gagne. Elle se dégage pratiquement de toutes responsabilités vis à vis des clients.

Elle n'aura même plus le plaisir de payer un contre-maitre à ses ouvriers.

Le travail à la tâche étant par excellence un travail basé sur l'individualisme, chacun pour soi à la force de ses poignets, LA DIRECTION DIVISE LES TRAVAILLEURS POUR MIEUX REGNER.

Ainsi, à l'avenir, elle aura les mains libres pour décider elle-même, les devis, elle pourra exploiter facilement les nettoyeurs. Certes, le nettoyeur pourra se faire une moyenne plus élevée que le SMIC,

MAIS, AU RISQUE, DE PASSER SES LOISIRS A DORMIR POUR RECUPERER, PARCE QUE EPUISE.

PAR CONTRE, LE PATRON NE FAIT QUE RAMASSER LE POGNON ET S'ENRICHIR et EXPLOITER A NOUVEAU.

POUR LA CFDT le travail à la tâche

- c'est l'exploitation des nettoyeurs par le patron

- c'est AFFIRMER encore plus le :

« Marche ou Crève »